



À Jérusalem-Est occupée, les Palestiniens craignent une nouvelle Nakba.

Description

Les Palestiniens de Jérusalem-Est occupée font face à une campagne de harcèlement, d'arrestations et d'expulsions sans précédent depuis l'annexion israélienne illégale en 1967.

Par Agence Média Palestine, le 11 mai 2026



« Si aucune mesure concrète n'est prise, la région va complètement changer, et ce sera une nouvelle Nakba pour les habitant-es de Jérusalem », résume Fakhri Abu Diab sur [Middle East Eye](#). Derrière le vacarme du génocide à Gaza, Israël procède à une campagne de harcèlement, arrestations et déplacements forcés dans la ville de Jérusalem-Est occupée, menaçant d'en faire définitivement disparaître l'identité palestinienne.

L'ambition d'expulser les Palestiniens de Jérusalem ne date pas d'hier. Entre 1967, date de l'annexion illégale de Jérusalem-Est, et 2017, l'ONG israélienne B'Tselem recense qu'Israël a exproprié plus d'un tiers de ces terres, dont l'actuelle majorité

appartenaient à des Palestiniens, et y a construit 11 quartiers réservés exclusivement à des habitant-es juif-ves.

Mais ces dépossessions et expulsions se sont largement accrues depuis deux ans et demi, en outre au génocide à Gaza et à l'annexion de la Cisjordanie occupée. En novembre 2024, la BBC estimait à plus de 20 000 le nombre d'habitations palestiniennes sous le coup d'un ordre israélien de démolition à Jérusalem-Est occupée.

Annihiler le projet d'un État palestinien

Le gouvernorat de Jérusalem a mis en garde, jeudi 7 mai dernier, contre un nouveau projet de construction, sur le site de l'aéroport international de Jérusalem, fermé depuis le déclenchement de la seconde intifada, dans la localité de Qalandiya au nord de Jérusalem occupée.

Ce projet pourrait être approuvé dès la semaine prochaine par le gouvernement israélien, et son financement est prévu par le budget 2026 du ministre israélien du Patrimoine. Il prévoit la construction d'un centre du patrimoine colonial • consacré à la mémoire d'une opération militaire israélienne menée en Ouganda en 1976.

Il s'ajoute au projet de construction de la colonie d'Atarot, qui vise à transformer la zone de l'ancien aéroport en un vaste bloc comprenant près de 9 000 logements de colons israéliens.

Au cœur de ces projets, c'est le symbole que représente l'aéroport dans la conscience palestinienne qui est attaqué, car il constituait un des symboles les plus importants de la souveraineté potentielle de l'État palestinien.

Les nombreux plans annoncés par Israël pour Jérusalem-Est, tous illégaux en regard du droit international, de constructions de colonies, d'un parc à thème biblique, de ce possible centre du patrimoine colonial • ou encore d'une route destinées exclusivement aux colons israéliens sont autant de motifs invoqués par les autorités israéliennes pour expulser des quartiers entiers de la ville.

Dans les faits, ces divers projets immobiliers tendent à scinder le territoire palestinien et à couper Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie occupée, annihilant la perspective d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale.

C'est également ce qu'ont dénoncé [448](#) anciens dirigeant-es et diplomates européennes, dont l'ancien chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell, qui ont exhorté, le 6 mai dernier dans une lettre, ouverte l'UE à prendre des mesures contre un vaste projet de colonisation israélien connu sous le nom d'E1. « L'Union européenne et ses États membres, en collaboration avec leurs partenaires, doivent prendre des mesures immédiates pour dissuader Israël de poursuivre son annexion illégale de territoires palestiniens en Cisjordanie », indique la lettre.

Tout un quartier expulsé

Parmi les districts les plus affectés figure Silwan, stratégiquement situé à proximité du « Bassin sacré », du Mont du Temple et de la mosquée al-Aqsa, abritant de nombreux sites

archéologiques et historiques d'une importance exceptionnelle.

« Pour la première fois depuis l'occupation de 1967, Israël procède à l'expulsion de tout un quartier palestinien de Jérusalem », avertissait [Bâ??Tselem](#) la semaine dernière dans un communiqué. « En avril 2026, environ 1 800 habitants de Silwan sont menacés d'expulsion, après le déplacement de centaines d'entre eux au cours des deux dernières années. Rien qu'à Baten al-Hawa, 33 familles ont déjà été expulsées, et 53 autres familles, dont 130 enfants, risquent de subir le même sort. À al-Bustan, Israël a déjà démoli 48 habitations et prévoit d'en démolir 123 autres, ce qui entraînera l'expulsion d'environ 1 450 personnes. L'expulsion à Silwan s'inscrit dans le cadre d'une politique de nettoyage ethnique menée dans toute la Cisjordanie. »

Israël utilise la dimension historique de ces terres pour justifier des politiques d'urbanisme et d'aménagement qui visent directement à restreindre le développement palestinien et à renforcer le contrôle israélien dans la région, en déclarant ici un terrain parc national, à un site archéologique ou réserve naturelle sert, autant de prétextes pour posséder les résidents palestiniens de leurs terres.

Outre les menaces constantes d'expulsion sur les habitants, c'est toute la vie civique et communautaire qui est effacée par les autorités israéliennes, qui étouffent toute manifestation de l'identité palestinienne à Jérusalem-Est, comme avec la fermeture du centre communautaire [Burj Al Luqluq](#) ou la répression brutale qui a accompagné les [célébrations du ramadan](#) cette année.

date créée
2026/05/11